

AGEL - UNEF

Domaine Universitaire de la Borie  
Boite Postale 602 - 87013 Limoges cedex

Tel (55) 50 01 86 - 79 10 62

Limoges, le 4 mai 1988

A Xavier AKNINE, Président  
et aux membres du Bureau National de l'UNEF

Chers camarades,

Nous sommes entrés depuis plusieurs semaines dans une période délicate pour la vie d'un syndicat.

En période électorale, plus encore qu'à l'accoutumée, les vieux démons de l'engagement politique guettent le syndicaliste au tournant.

Quoi de plus naturel en apparence ? S'intéresser au sort de ses semblables, construire un projet pour l'Université, pour le pays, n'est-ce pas aussi participer aux affaires de la cité, agir en citoyen, donc "faire de la politique" ?

C'est ainsi que les syndicats peuvent trouver leur place dans le grand débat national qui est engagé. Leur devoir peut être de questionner les différents candidats sur leurs propositions, afin d'en informer précisément le "public" auquel ils s'adressent, mais en aucun cas, même de manière déguisée de choisir tel ou tel.

Ne l'oublions pas, le terrain du syndicalisme et celui de la politique partisane, doivent demeurer rigoureusement séparés en toute circonstance. Les dirigeants syndicaux ont en outre un devoir de réserve à respecter.

C'est dans ce sens que le C.N. de l'UNEF des 5 et 6 mars, et l'A.G. de l'AGEL-UNEF du 16 février se sont prononcés, conformément à la tradition du syndicalisme français.

Or, en signant dans "L'Humanité" du 21 avril, en qualité de Président de l'UNEF, un appel à voter André Lajoinie, et en citant à plusieurs reprises notre syndicat dans le texte de son appel, Xavier Aknine engage l'UNEF dans sa globalité.

C'est pourquoi nous nous adressons à toi, Xavier, et à l'ensemble des membres du Bureau National, pour demander des explications :

- quant à la conformité de ces propos à l'esprit et à la lettre du C.N. des 5 et 6 mars.

- quant au respect de l'indépendance syndicale.

- et enfin, quant à l'opportunité pour le Président de l'UNEF de créer ainsi la confusion dans l'esprit des étudiants entre syndicalisme et politique partisane.

En tout état de cause, en tant qu'étudiants syndiqués, attachés à l'indépendance de notre syndicat, nous ne pouvons accepter de voir l'UNEF associée au soutien d'un candidat quel qu'il soit, et son sigle prestigieux, vieux de 80 ans, utilisé à des fins "politiciennes".

Laissons ce genre de déviations à nos "camarades" dirigeants de l'UNEF-ID pour qui l'action syndicale n'est qu'un tremplin vers une carrière politique.

En fin de compte, personne ne sera gagnant à ce petit jeu. Ce "faux pas" ne manquera pas d'être exploité par nos adversaires. Mais au delà c'est l'image de marque du mouvement syndical étudiant dans son ensemble qui se trouve atteinte.

"Il n'y a qu'une seule condition pour entrer à l'UNEF, c'est d'être étudiant" rappelait Xavier lors de notre 72<sup>e</sup> Congrès, en Novembre dernier. Devra-t-on y rajouter aujourd'hui : "...et constater qu'il n'y a qu'un seul candidat porteur de l'ensemble des revendications du mouvement étudiant, qui dise clairement où prendre l'argent pour assurer la justice sociale et une formation de qualité à tout bachelier..." (comme notre Président le déclare dans le journal précité).  
.../...

Nous demandons en outre, la publication de cette lettre dans le prochain numéro de "AGIR".

Dans l'attente d'une réponse précise, nous vous prions de croire, chers camarades, en l'expression de nos sentiments fraternels.

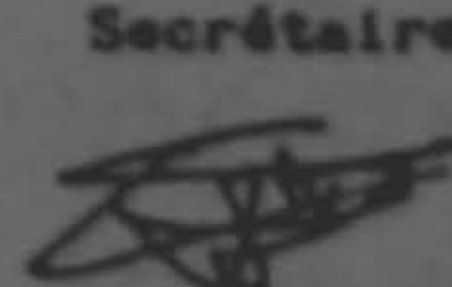
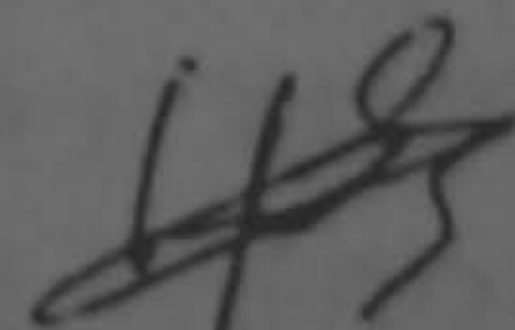
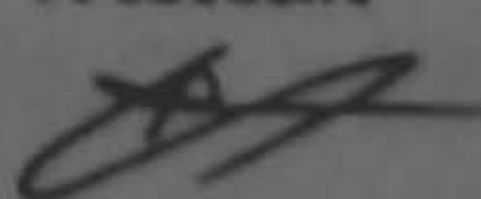
Les membres du bureau de l'A.G.E. de Limoges

O. CROS  
Président

B. CHAMINADE

M. GRATIEN  
Secrétaire

P. BLANCHARD



-- Cette lettre a été adoptée par le Bureau de l'AGEL, le 4 mai 1988, conformément à l'avis exprimé à l'unanimité des membres présents (moins deux abstentions) par l'A.G. du 25/04/88 --

UNION NATIONALE



*Xavier Aknine*

Or, aujourd'hui, le gouvernement opère un vaste remodelage de l'université, pour l'adapter au plus vite aux exigences du patronat français en: réhabilitant Devaquet et son projet et même en proposant d'aller plus loin sur la voie de l'élitisme et de la sélection sociale.

Force est de constater qu'il existe un consensus entre Schwarz, Lesourne et Valade dans lequel s'inscrit François Mitterrand, qui va à l'encontre des revendications et des luttes que les étudiants ont menées.

Il s'agit donc le 24 avril de voter dans le sens de nos luttes de l'hiver 1986. C'était le sens de la déclaration du Collectif national de l'UNEF du 6 mars 1988.

A quelques jours du premier tour, je constate qu'il n'y a qu'un seul candidat porteur de l'ensemble des revendications du mouvement étudiant et qui dise clairement où prendre l'argent pour assurer la justice sociale et une formation de qualité à tout bachelier: c'est André Lajoinie avec sa proposition de prélever 40 milliards de francs sur le budget de l'armement pour les transférer à l'Education nationale.

C'est pourquoi j'appelle à voter pour lui au premier tour, le 24 avril.

## XAVIER AKNINE

**Président de l'Union nationale des étudiants de France.**

Il y a un an, les étudiants sont descendus dans la rue par centaines de milliers contre les fric-facs, contre la casse des diplômes nationaux, pour la liberté de tout bachelier de s'inscrire à l'université, pour la gratuité de l'enseignement supérieur et pour l'égalité entre étudiants français et étrangers. Il est essentiel à la veille de l'élection présidentielle de recentrer le débat sur le moyen de satisfaire les revendications de ce mouvement auquel l'UNEF a pris part.

L'Humanité (21/4/88)

Décidément  
tadelle imp  
mutuelle é  
protégée  
dès lors q  
vocation  
solidarité  
dogmes  
nancière  
En ce mo  
Capitole  
de vo  
dians, c  
diqués  
non, tro  
de la  
occupe  
MNEF  
feu au  
ciemer  
bureau  
des ro  
en av  
l'insto  
de co  
auxq  
moir

que  
riche  
men  
dém  
antr  
lion  
vier  
lem  
effe  
des  
le  
pô  
on  
sic  
ni  
m  
lic  
e  
v  
d  
re  
E  
c  
c  
l

## Réponse de Xavier Aknine à la lettre de l'AGE de Limoges

Suite à la lecture de la lettre de l'AGE de Limoges adressée aux membres du bureau national, un débat s'est instauré à la conférence sur l'appel à voter A. Lajoinie rédigé par Xavier Aknine, Président de l'Unef, quelques jours avant le premier tour des présidentielles. L'AGE de Rennes avait d'ailleurs, elle aussi, adopté une motion similaire à la lettre de l'AGE de Limoges.

Les principales préoccupations formulées par ces 2 AGE étaient le respect de l'indépendance de l'Unef qu'elles croyaient menacée avec cet appel et le regret de voir l'Unef citée à plusieurs reprises dans l'appel et se trouver ainsi associée au soutien d'un candidat.

(Voir le fac-similé de l'appel publié dans l'humanité du 21 avril)

Xavier AKNINE apporta la réponse suivante à toutes les questions :

"Le vote aux élections est avant tout un acte individuel. Vu l'importance des élections présidentielles pour notre avenir d'étudiant, j'ai décidé d'exprimer publiquement mon soutien à André Lajoinie pour le premier tour, en tant que syndicaliste et compte tenu de mon vécu de président de l'Unef."

"Je ne demande à personne de partager l'opinion personnelle que j'exprime dans l'appel et je respecte la diversité des points de vue qui existent dans

l'UNEF, sur la question des présidentielles".

"Quant à ma responsabilité de président de l'Unef, elle ne m'impose ni de me taire face à une échéance aussi importante que les présidentielles ni de me cacher".

"Si j'ai cité l'Unef plusieurs fois dans l'appel, c'était pour rappeler la position prise par le CN de l'Unef sur les les présidentielles de manière à m'en démarquer et à exprimer ensuite mon point de vue personnel. L'indépendance du syndicat n'est donc pas remise en cause par mon appel".

"Je comprends que des questions aient pu se poser dans les AGE au vu de la publication de cet appel mais je désapprouve complètement les termes utilisés dans la lettre de l'AGE de Limoges : contrairement à ce que dit la lettre : les dirigeants syndicaux n'ont pas de devoir de réserve à respecter et les formules m'accusant d'avoir créé la confusion dans l'esprit des étudiants entre syndicalisme et politique partisane ou encore d'utiliser le sigle de l'Unef à des fins de politique politicienne sont complètement déplacées".

"De même pour ce qui concerne l'image de marque du mouvement syndical qui se trouverait atteinte par cet appel. Celui-ci n'est ni un petit jeu, ni un faux pas

mais l'expression sincère d'un président de l'Unef qui tenait à ne pas garder secret son avis sur une question aussi décisive que celle des élections présidentielles."

N.B : voir le fac-similé de la lettre de Limoges en dernière page.